Faut-il un ministère pour le tourisme ?

Le secteur du tourisme n’a pas forcément besoin d’un ministère dédié. En témoignent deux professions de foi datant de 2013 de Mohamed Ali Toumi et Mohamed Belajouza.

Faut-il un ministère pour le tourisme ? Pour répondre à cette question, les pays et les avis sont partagés.
La France, première destination mondiale, a choisi un rattachement du secteur au ministère des Affaires étrangères. En Grèce (30 millions de touristes par an), le Tourisme a été intégré en 2014 à un ministère de l’Économie, de l’Infrastructure, de la Navigation et du Tourisme. On peut multiplier les exemples prouvant qu’un ministère du Tourisme à plein temps n’est pas la panacée.

En Tunisie, la création du ministère du Tourisme en 1969 semble avoir été faite sur mesure pour feu Mondher Ben Ammar, frère de Wassila Bourguiba. “Mal né”, le ministère n’a jamais fait l’unanimité parmi les professionnels.
En témoignent deux déclarations datant de 2013* (au moment où Elyes Fakhfakh occupait le poste de Ministre du Tourisme) du président de la FTAV d’alors, Mohamed Ali Toumi, et du Président de la FTH, Mohamed Belajouza.

M.A. Toumi :
« Ma conviction est que, durant les deux ans écoulés, on n’avait pas besoin d’un ministère. Ce qui a été réalisé l’a été par des privés qui ont bougé pour sauvegarder leurs intérêts. L’argent public dépensé en ministères et autres a été gaspillé pour rien… Pire, dans certaines missions effectuées à l’étranger, notamment en France, le ministre du Tourisme a desservi le Tourisme, notamment à travers ses déclarations maladroites sur les salafistes ».

M. Belajouza, quant à lui, abonde dans le même sens tout en suggérant un retour à un ONTT fort :
« … Pour les dix derniers ministres du Tourisme, la durée moyenne d’exercice a été de 10,5 mois, et le Tourisme représentait pour eux le premier poste

ministériel (à l’exception de Mondher Zenaidi, ndlr). *C’est pour cela que j’appelle à ce que le secteur du Tourisme soit dirigé par une personne qui ne soit pas soumise aux aléas des changements ministériels, et donc qui ne fasse pas partie du gouvernement. Nommer un PDG à la tête de l’ONTT me semble la solution la plus adéquate ».*

On voit donc bien que les intentions de regroupement de ministères qu’on prête au nouveau Chef du gouvernement font écho à un réel débat au sein des professionnels tunisiens et dans le monde.
A suivre…

Lotfi Mansour

(*) interview commune dans le magazine Le Tourisme n°14 du 20 mars 2013

Allez ! encore un petit effort

Loin de toute polémique, voici la liste des informations que notre ministère de tutelle doit communiquer à nos partenaires, à commencer par l’opérateur qui a confirmé deux vols sur Djerba pour le 27 juin et un vol sur Enfidha pour le 28 juin :

- protocole sanitaire en anglais (au moins) ;
- bilan sanitaire à jour des cas de Covid, et déroulement du déconfinement (plages, restaurants et hôtels ouverts) ;
- conditions d’entrée sur le territoire avec annonce de la date probable de suspension du confinement de 7 jours (avec test dans le pays émetteur, sinon prix du test localement) ;
- vols touristiques prévus à partir du jour probable d’ouverture des frontières ;
- date d’un (ou plusieurs) vol test pour les règles sanitaires, la manutention au sein de l’aéroport, le transfert et l’accueil à l’hôtel ;
- nombre total de lits par région et nombre de lits de confinement en

cas de déclaration de cas de Covid.

Lotfi Mansour

D’un professionnel à un autre

Au-delà des déclarations de circonstance, la cérémonie de passation au ministère du Tourisme entre R. Trabelsi et M.A. Toumi était empreinte de beaucoup d’émotion, tant le Ministre sortant et son successeur comptaient d’amis parmi l’assistance.

On retiendra des discours de l’un et de l’autre l’engagement de René Trabelsi à rester au service du tourisme tunisien, tant à travers sa société qu’à titre personnel ; et celui de Mohamed Ali Toumi à continuer le travail accompli par son prédécesseur, mais aussi à remettre à l’ordre du jour les dossiers de réformes restés en suspens ces dernières années.